

## CHAPITRE III<sup>1</sup>

### UN GAGE SUR L'AVENIR: LA FORMATION SOCIALE DU CLERGE.

*Une institution féconde : le cercle d'études.*

Léon Harmel s'est voulu un éducateur. A partir de 1893, l'exemple de Reims le convainc définitivement que le cercle d'études constitue un instrument de formation privilégié.

Le succès du premier congrès ouvrier provoque l'essor des cercles chrétiens d'études sociales dans l'Ouest : à Brest, avec Desgrées du Lou, à Blois avec l'abbé Rabier, et dans diverses autres villes. Cela permet aux travailleurs chrétiens de cette région de commencer à s'organiser<sup>2</sup>. Les résultats obtenus poussent Léon Harmel à lancer, en juillet 1898, un appel en faveur des cercles d'études ouvriers dont l'importance lui paraît de plus en plus évidente. Il constate qu'avec des méthodes analogues, les socialistes ont remporté de réels succès : ils «ont pu faire étudier à des ouvriers des ouvrages difficiles comme ceux de Marx. » Or, dit-il, «c'est une vérité banale de dire que ce sont les idées qui mènent le monde»<sup>3</sup>

Bonne pour les ouvriers, la méthode l'est aussi pour d'autres. En février 1893, sur son initiative, un cercle des employés et contremaîtres voit le jour à Saint Remi<sup>4</sup>. En juin 1894, un vicaire de Belfort lui demande conseil<sup>5</sup>. Léon Harmel l'encourage à former des cercles d'études pour les jeunes gens; il lui propose des brochures de lui-même et de l'abbé Garnier, qui partage ses idées sur l'éducation populaire. En 1904, il songe à organiser une réunion d'industriels vosgiens pour parler Conseil d'Usine et former une société de patrons

« qui se réuniraient régulièrement avec un bon prêtre pour étudier ensemble où on en est et ce qui est tenté »<sup>6</sup>.

En 1905 et 1906 enfin, il pousse les conseillers de la Société de jeunesse du Val des Bois à fréquenter les réunions trimestrielles des cercles d'études de Reims, ce qui les met en contact avec les militants de l'A.C.J.F. et du Sillon : Marc Sangnier qui, dans ses jeunes années, a fréquenté les réunions du Val des Bois partage l'opinion de Léon Harmel sur l'efficacité des cercles d'études<sup>7</sup>. Pour l'un comme pour l'autre, l'étude constitue avec la prière et l'action un des trois piliers de la vie du militant.

Avec le temps, la formule se généralise. En 1905, on compte peut-être deux ou trois mille cercles, instruments privilégiés de la prise de conscience des problèmes sociaux par les catholiques<sup>8</sup>. Le clergé n'a pas été oublié : dès

---

<sup>1</sup> N. B. Je n'ai pas abordé l'étude du rôle de Léon Harmel dans la préparation de l'encyclique *Rerum Novarum*. Les raisons de cette abstention sont les suivantes : je n'ai pas pu accéder aux archives du Vatican ; mon essai sur la fécondité sociale de Léon Harmel commence à une date (1889) où l'Union de Fribourg a déposé ses conclusions ; enfin, dans le dépouillement de la correspondance du Val des Bois, que j'ai effectué à partir de l'année 1887, je n'ai pas trouvé d'allusion à la préparation de l'encyclique : rien à ma connaissance, ne permet, par exemple de déceler dans les lettres de 1891, la parution imminente d'une encyclique sociale. Au reste, tenter de déterminer la part d'un homme dans l'élaboration d'un travail collectif est difficile sinon, à la limite, impossible. Cela nécessiterait, en tout cas, une recherche particulière que je ne pouvais entreprendre dans le cadre de ce travail.

<sup>2</sup> Constitution de la *Fédération des Travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest* en avril 1895, au congrès de Nantes, en présence de Harmel. Sur le Centre Ouest, voir ROLLET, *op. cit.*, p. 401-406

<sup>3</sup> *L'apostolat ouvrier*, discours prononcé le 9 janvier 1898 au cercle Vaugirard de Paris, l'occasion du 25ème anniversaire de sa fondation, brochure de 20 p., p. 6 et 7 notamment

<sup>4</sup> d'après les *Annales de Notre-Dame de l'Usine*

<sup>5</sup> l'abbé Meyer, vicaire de Saint Joseph, à Belfort

<sup>6</sup> Lettre à Huton, industriel à Lépanges (Vosges), 29 mars 1904. La réunion prévue a lieu, mais les industriels refusent la constitution d'un cercle d'études par manque de temps.

<sup>7</sup> Cf. les *Echos*, 1ère année, p. 11 et 90-92 (1905 et 1906). l'abbé Gaillard amène les conseillers de la Société de jeunesse à la réunion trimestrielle des cercles d'études de Reims. La participation sillonniste est majoritaire, ce qui amène l'abbé Lamy à préciser que la *Fédération des Cercles d'études* de Reims n'est pas le *Sillon*

<sup>8</sup> Cf. Cours de Max TURMANN sur l'éducation populaire, *Semaine sociale de France*, deuxième session, Orléans, 1905. Turmann insiste sur le rôle du *Sillon* dans la propagation de ces cercles.

l'automne de 1893 commencent les réunions mensuelles d'études sociales pour les prêtres de la vallée de la Suippe<sup>1</sup>

*Un échec : les Aumôniers du Travail.*

Mais il existe des projets bien plus ambitieux. Le premier tend à la création d'un corps d'aumôniers du travail en France. Il échoue. Le second vise à réformer le Tiers-Ordre franciscain pour en faire l'instrument principal de la réforme chrétienne de la société. Il échoue également. Le troisième, qui connaît un succès certain et entraîne pour l'avenir des conséquences non négligeables, consiste à donner une formation sociale aux séminaristes et aux prêtres au cours de sessions annuelles tenues au Val des Bois.

Le premier projet apparaît en avril 1889, inspiré par l'exemple belge des Aumôniers du Travail de Seraing. Léon Harmel serait heureux d'accueillir des prêtres envoyés par les diocèses, qui recevraient une formation sous la direction du Père Dehon et de sa congrégation<sup>2</sup>. Les débouchés ne manqueraient pas : Douai, Armentières, Saint-Chamond, Marseille, voire l'Allemagne, l'Angleterre ou l'Amérique<sup>3</sup>. Ce qui fait défaut, ce sont les candidats et aussi la volonté ferme chez les Oblats du Sacré-Coeur. Cependant l'idée mûrit : en septembre 1893, le Père Dehon reçoit du Val des Bois un projet de réforme de sa congrégation<sup>4</sup>. Léon Harmel lui suggère alors de créer une conférence d'oeuvres dans chacun des noviciats et des grands séminaires de l'ordre. Chacune d'elles recevrait du Val chaque mois

«les coutumiers, écrits et ouvrages utiles, (elle) serait en relation avec (son) Aumônerie et chaque année elle viendrait durant les vacances (y) passer une quinzaine de jours.» Les aumôniers d'usine tiendraient au Val un petit congrès annuel auquel assisteraient les candidats à cette forme d'apostolat.

En septembre 1895, en raison de l'afflux des demandes, la session annuelle pour séminaristes et ecclésiastiques, qui se tenait au Val des Bois depuis 1891, se déplace à Saint-Quentin, dans le collège Saint-Jean, prêté par le Père Dehon. L'abbé Raux y relance, en public cette fois, le projet d'aumônerie du travail. L'année suivante, Léon Harmel précise ses idées et prend des dispositions pratiques. S'il avait été prêtre, dit-il, il aurait voulu consacrer sa vie à cette œuvre. Aussi les sociétaires du Val des Bois inscrivent-ils un capital de cent vingt mille francs au compte de l'aumônerie de l'usine. Les six mille francs d'intérêt annuel serviront recevoir gratuitement des jeunes prêtres qui deviendront les «apôtres des masses populaires.» «Ils devront accepter le règlement, une conférence hebdomadaire et la pratique du carnet (emploi du temps, exécution des règles tracées dont le respect est assuré par la signature hebdomadaire de l'intéressé). Comme livres de base, ils utiliseront le *Manuel d'une Corporation chrétienne* et, du P. Dehon, le *Manuel social chrétien*. Après un stage d'un mois au maximum, ils pourront séjourner jusqu'à deux ans dans l'usine après avis favorable du Supérieur accepté par Félix Harmel.

La création de l'Aumônerie du Travail devrait permettre de vaincre

«les défiances profondes du peuple à l'égard du clergé et le désintéressement de celui-ci dans les grands problèmes des temps actuels, dans l'émancipation chrétienne du monde du travail»<sup>5</sup>.

Ainsi serait réalisé le «désir le plus cher» au cœur de Léon Harmel. Le Père Dehon accepte ce projet, mais il est bien évident que, seul, son promoteur est profondément intéressé. J'ignore malheureusement les conditions exactes de l'échec final qui se situe vraisemblablement au début du XXe siècle, au moment même où doivent s'interrompre les sessions annuelles d'ecclésiastiques.

*Un autre échec : la tentative de réforme du Tiers-Ordre franciscain.*

<sup>1</sup> première réunion le 3 novembre 1893. J'ignore combien de temps ont duré ces réunions.

<sup>2</sup> Lettre à son fils Léon, 1er avril 1889

<sup>3</sup> Note au P. Charcosset, non datée, (février ou mars 1891) et lettre au P. Dehon, 16 septembre 1893

<sup>4</sup> Lettre ci-dessus

<sup>5</sup> Sources : Article du 16 janvier 1896 signé par les sociétaires du Val des Bois et deux lettres, l'une de mars, l'autre du 11 avril 1896, adressées à son fils Félix, exécuteur de ses volontés. Il est curieux de remarquer, que, dans le *Manuel social chrétien* du P. Dehon, 1894, auquel ont collaboré la Tour du Pin et d'autres militants, l'esprit 4 d'initiative ouvrière » chère Leon Harmel n'est absolument pas compris. Le P. Dehon a dirigé les œuvres du Val de l'extérieur; en a-t-il saisi l'originalité véritable ?

Le second projet, qui concerne la réforme du Tiers-Ordre franciscain, n'est pas une idée personnelle de Léon Harmel. Elle vient de Léon XIII lui-même. Dans l'encyclique *Auspicato concessum* est du 17 septembre 1882, le Pape rappelle que, dans le passé, les tertiaires, loin de se limiter à la sanctification personnelle, se sont livrés à l'apostolat social. Il souhaite le retour à cette tradition. Par prudence, le Pape reste dans le domaine des principes généraux. Mais c'est avec joie qu'il accueille en 1893 les projets précis de Léon Harmel. Ce dernier s'est imprégné de l'esprit franciscain dès les années soixante. En 1914, il écrit que l'appartenance au Tiers-Ordre est la plus grande grâce qu'il ait reçue, «celle qui a eu l'influence déterminante sur sa vie d'homme fait.»

Aussi n'est-il pas étonnant qu'en 1891 il songe à la réforme du Tiers-Ordre pour mettre en pratique les principes affirmés dans *Return Novarum*. Fin décembre, il fait part à son directeur, le Père Jules, qui est franciscain, d'une réunion à laquelle il a participé quelques jours auparavant avec G. Ardant et le Père provincial de Paris. Deux décisions y ont été prises : commencer l'action populaire dans un quartier de la capitale, c'est-à-dire faire participer religieux et tertiaires de l'Ordre à des «conférences populaires» et à la création d'un secrétariat du peuple; réunir un petit congrès franciscain (une vingtaine de personnes) pour étudier comment le Tiers-Ordre pourrait «convertir» la société et notamment le «quatrième état»<sup>1</sup>. En avril 1893, Harmel proclame l'excellence des méthodes de Saint François :

«Saint François d'Assise a été la copie vivante de Jésus-Christ : voilà pourquoi il a été par excellence un saint social... Il en a adopté les méthodes. Jésus n'a pas dit : je ne puis atteindre les adultes que par les enfants; il a saisi l'homme dans la plénitude de sa force... Saint François n'a fondé ni écoles, ni patronages; il a planté la Croix au sein même des familles.»

Du 17 au 21 juillet, avec l'assentiment du Général des Franciscains, le Révérendissime Père Louis de Parme, se tient au Val des Bois le premier congrès de Supérieurs des Provinces. Quinze religieux y participent, dont un Belge et un Hollandais. Dix laïques et dix prêtres, dont l'abbé Garnier, représentent les principales fraternités de tertiaires. Les questions à l'ordre du jour sont d'ordre spéculatif — attitude des tertiaires à l'égard de l'évolution sociale et politique, revendications contre le capitalisme, aspirations ouvrières — et pratiques — fonctionnement des fraternités, unification des revues, pénétration par les tertiaires de toutes les organisations populaires existantes<sup>2</sup>.

Les congrès suivants (Paray-le-Monial en 1894, Limoges en 1895, Reims en 1896, Nîmes en 1897) constituent autant de succès apparents pour Léon Harmel et donc pour le Pape lui-même. De longs développements sont consacrés à des sujets aujourd'hui passés de mode (en 1894, la lutte contre la Franc-Maçonnerie, «caricature diabolique du tiers-ordre») ou d'intérêt apparemment limité : «promouvoir les institutions propres à organiser équitablement et chrétiennement le travail, prévenir ou secourir les misères diverses qui résultent de la maladie, du chômage, de la vieillesse ou de la mort»<sup>3</sup>. Plus originale est la note anti-capitaliste qui apparaît dès 1893 au premier congrès du Val dans le rapport sur *Les frères mineurs, le Tiers-Ordre franciscain et le capitalisme*<sup>4</sup>. L'année suivante, dans une lettre à Léon Harmel, un provincial, le R. P. Ferdinand, (qui signe f. Ferdinand) témoigne du même esprit. Il s'emporte contre l'attitude d'Albert de Mun au congrès régional de l'*Œuvre des Cercles* à Marseille, le 27 avril 1894, dans des termes dont la violence et la franchise diffèrent singulièrement du ton bénédicte habituel aux ecclésiastiques de l'époque :

«Le dernier discours de M. de Mun m'a navré... De l'encyclique *Rerum Novarum* l'orateur n'a vu que la première partie contre le socialisme. La seconde, la plus importante, la seule neuve, il l'a oubliée. Il n'a trouvé contre le capitalisme que l'expression de son respect, de son dévouement et l'offre de ses votes... S'il représente l'Eglise à la Chambre que doit penser le monde ouvrier ?

«Le Saint Père est trahi par *les siens* qui ne transmettent ses leçons qu'en les corrigeant.

«Le monde qui souffre ne connaît la condamnation du capitalisme que par Jaurès et Millerand.

«... Si vous pouviez obtenir du Saint Père l'approbation explicite du programme du Val ? de la brochure *Le Tiers-Ordre et le capitalisme* ? ce qui est tout un. Vous verrez que les événements donneront raison à Léon XIII sur toute la ligne. Il en appelait au Tiers-ordre dès le début de son Pontificat... On l'a poussé ailleurs. Les armes qu'on lui offrait se sont brisées dans sa main puissante... Le Tiers-ordre lui restera seul... Il faudrait que le Tiers-ordre puisse donner demain le programme catholique *contre les abus du capitalisme c'est-à-dire contre le capitalisme*» (c'est moi qui souligne) «... L'approbation explicite du rapport lu au Val en juillet dernier nous permettrait en juillet prochain de délibérer un programme. Il se prépare, j'espère pouvoir vous le

<sup>1</sup> Lettre du 30 décembre 1891. La réunion s'est tenue le 27

<sup>2</sup> Sources : convocations, compte-rendu et une lettre à G. Ardant, datée du 11 juillet. La réunion a été placée sous le patronage de Mgr Langénieux

<sup>3</sup> Voir ROLLET, *op. cit.*, p. 513-515

<sup>4</sup> Brochure dont l'existence est signalée par GUITTON, *op. cit.*, t. II, p. 121, note 2. Je ne l'ai pas retrouvée

soumettre. A côté de ce programme anti-capitaliste, pourquoi n'essairions-nous pas une association populaire anti-socialiste ? »<sup>1</sup>.

Texte remarquable, moins par le discrédit qu'il jette sur *l'Œuvre des Cercles*, alors en décadence, que par la fermeté avec laquelle il insiste sur la partie de l'encyclique qui condamne les abus du capitalisme et que l'opinion catholique, religieux compris, n'a que trop tendance à oublier (qu'on se rappelle l'affirmation de ce Jésuite selon laquelle le Pape ne savait pas ce qu'il disait lorsqu'il parlait de la misère imméritée des ouvriers).

L'assimilation des abus du capitalisme au capitalisme lui-même inquiète sans doute Léon Harmel puisque, quelques jours plus tard, il sollicite un avis au sujet de cette lettre<sup>2</sup>. Quant à lui, il préfère éviter la polémique sur ce point. Il se borne à évoquer le salut populaire par le Tiers-Ordre.

Le problème de la critique du capitalisme ressurgit, en public cette fois, au congrès de Nîmes, en 1897. Il oppose ceux qui, avec P. Lapeyre, attaquent le capitalisme au nom des exigences sociales et ceux qui le défendent au nom de l'économie. Puis c'est l'accalmie apparente.

Le congrès international de Rome, qui devait en 1900 consacrer le succès de l'entreprise, se solde de manière inattendue par un échec total. Le Père Dehon, tertiaire de Saint François et homme de confiance de Léon Harmel dans toutes les affaires importantes, avait pourtant prononcé devant le congrès une conférence bien conçue sur la mission du Tiers-Ordre. Tout en évitant les polémiques inutiles, il reprenait, en une synthèse claire et vigoureuse, ce qui, depuis plusieurs années, semblait avoir obtenu l'accord de tous<sup>3</sup>. Mais, cette fois, l'auditoire était vraiment international et les esprits mal disposés.

Sans doute, comme l'affirme le P. Guitton et à sa suite H. Rollet, les quatre branches de la famille franciscaine n'étaient-elles pas également disposées à une réforme profonde : il était sans doute prématuré de réclamer un changement radical avant d'avoir formé les hommes capables de l'opérer<sup>4</sup>. Peut-être les controverses passées sur le capitalisme avaient-elles indisposé certains esprits. Le refus de la réforme et la volonté d'immobilisme traduisent, en tout cas, la force de l'aile conservatrice, pour ne pas dire réactionnaire, de l'Eglise. Pour Léon XIII lui-même, c'est un échec. Quant à Léon Harmel, la puissance des catholiques «intégraux» va bientôt l'obliger à mettre fin à une autre entreprise qui lui tenait à cœur, les sessions ecclésiastiques du Val des Bois. Celles-ci, du moins, avaient eu le temps de porter leurs fruits<sup>5</sup>.

#### *Une initiative pleine d'avenir : les « semaines sociales » du Val*

Léon Harmel a toujours cru à l'importance de la formation sociale du clergé. Certains directeurs de grands séminaires comprennent son idée, principalement le chanoine Perriot, supérieur du grand séminaire de Langres, qui avait, dès 1885, collaboré à une première rédaction du *Catéchisme du Patron*. Ses élèves ont dû être frappés par sa conviction puisque, pendant tout l'été de 1887, ils viennent, par petits groupes, discuter avec lui de questions sociales.

A la suite de ces rencontres, rendez-vous est pris pour l'été suivant, au Val des Bois, afin d'y passer tous ensemble quelques journées d'études et de prière.

Bien que l'année 1891 soit généralement indiquée comme celle où commencent les « semaines sociales » du Val, la première session importante date de 1892. Comme les suivantes, elle est placée sous la direction du chanoine Perriot et du Père Dehon. Deux journées seulement sont consacrées à l'étude. La première a un aspect qu'il est sans doute trop facile de critiquer en le qualifiant d'archéologique : dans le dessein d'évoquer le rôle social de l'Eglise dans l'histoire, les conférenciers, sans doute pour ne rien oublier, parlent longuement de l'Antiquité païenne et judaïque, puis du Moyen-Age et de l'Ancien

<sup>1</sup> Lettre adressée de Nice, le 7 mai 1894

<sup>2</sup> de la part de La Guillonnière

<sup>3</sup> De 1897 à 1900, le P. Dehon donne, à Rome, une série de neuf conférences sur *La rénovation sociale chrétienne*. Elles ont été publiées par *Bloud et Barrai*, Paris, 1900 La dernière est celle qu'il a prononcé devant le congrès franciscain. Le rôle personnel du P. Dehon a été bien défini par l'abbé Robert PRELOT, dans l'introduction de son livre, *L'oeuvre sociale du chanoine Dehon*, Paris, SPES. 1936.

<sup>4</sup> Voir GUITTON, *op. cit.*, t. II, p. 133-136 et ROLLET, *op. cit.*, p. 513-516

<sup>5</sup> Par ses premières mises en garde concernant la démocratie chrétienne (en 1897 et 1898) et par la lettre du 8 septembre 1899 (dont il est question plus loin) affirmant la nécessité de maintenir en France la formation traditionnelle des prêtres, Léon XIII a, indirectement, affaibli la position d'hommes comme Harmel. Cela a dû jouer contre lui lors du congrès franciscain.

Régime à grand renfort de références historiques et scripturaires. Du coup, l'étude de la question sociale au XIXe siècle, des réformes possibles et de l'attitude des Papes contemporains est pratiquement escamotée.

La seconde journée, au contraire, est consacrée à un sujet fort actuel en 1892 puisqu'il s'agit de l'action populaire. Sur ce point, je ne possède que le programme de travail et non le texte des conférences. Ce programme, visiblement inspiré par Léon Harmel, envisage l'examen de l'action populaire aux points de vue de sa «fécondité subjective» ((elle éclaire, renouvelle et enflamme le zèle du prêtre)) et «objective» ((elle plonge dans la masse populaire des notions et des habitudes qui, avec le temps, deviennent la source de deux grands biens : une foi éclairée et développée par l'apostolat; un attachement énergique et courageux pour le Clergé et l'Eglise en qui le peuple aura reconnu ses défenseurs)). Après quoi, le moment est venu d'examiner «comment concilier le patronage avec l'initiative ouvrière»<sup>1</sup>.

La manière dont les congressistes sont accueillis et la composition de l'assistance importent autant que les sujets traités. Les séminaristes sont logés chez l'ouvrier, participent aux soirées ouvrières du cercle, visitent l'usine, étudient sur le vif les réalisations sociales du Val. Il s'agit, selon Léon Harmel lui-même, d'une «visite raisonnée». Les réunions

«ont pour but d'expliquer nos Méthodes, nos institutions, d'étudier les moyens d'application dans les divers milieux, en un mot de rendre la visite fructueuse pour les intérêts de Jésus-Christ»<sup>2</sup>.

En bref, il s'agit de faire connaître le Val et d'en diffuser l'esprit.

Les congressistes sont, cette année-là, au nombre de quarante-huit : vingt-six séminaristes, mais aussi onze religieux du Sacré-Cœur et onze séculiers, dont certains sont venus accompagner leurs élèves. Sont aussi présents, à titre personnel, trois prêtres démocrates connus, l'abbé Garnier et deux jeunes abbés du Nord, destinés à jouer un rôle important, l'abbé Vanneufville, co-fondateur, avec l'abbé Six, de *La Démocratie chrétienne*, l'abbé Tiberghien, issu du milieu patronal du Nord, sans doute le fils de Louis Tiberghien<sup>3</sup>.

La composition de cette assemblée porte en elle-même les germes de développements et de conflits ultérieurs.

L'année suivante, en 1893, les participants sont à peu près les mêmes. J'ignore le détail des sujets traités<sup>4</sup>. Mais déjà les difficultés commencent avec le clergé conservateur, sans doute indisposé par le congrès ouvrier, et qui s'effarouche à l'idée d'une formation sociale des prêtres qui pourrait échapper au contrôle de la hiérarchie.

«C'est à cause de cela, écrit Léon Harmel, que je dis au procès-verbal que les réunions du Val ne sont pas officielles. Car tout est compromettant par le temps qui court»<sup>5</sup>.

La caution de Mgr Langénieux paraît insuffisante à certains. Mais Léon Harmel sait bien que le Pape est de cœur avec lui. Afin de pouvoir «officialiser» les réunions du Val, il sollicite de lui une audience, qui a lieu le 24 mai 1894. Il n'en publie pas la teneur, mais écrit à l'abbé Perriot :

«Le Pape a été très formel sur l'enseignement social dans les séminaires et sur l'action populaire du prêtre.

«Je ne l'ai pas publié mais il m'a témoigné combien il était peiné par la timidité du clergé français à se lancer dans une voie où il a donné l'exemple et dans laquelle il ne cesse de pousser»<sup>6</sup>.

Pour 1894, comme pour les années suivantes, sauf 1900, le détail des sujets traités m'échappe. Le succès, en tout cas, s'affirme : le nombre accru des participants, une centaine ou plus, provoque la réunion de deux assemblées distinctes. Une session préliminaire de quatre jours, au Val, début juillet, est destinée aux seuls séminaristes ; parmi eux, une douzaine de jeunes gens de Saint Sulpice, ce qui montre l'approbation croissante des directeurs de grands séminaires.

La seconde session, qui réunit surtout des jeunes prêtres du Nord, prend place à la date habituelle. Elle se déroule du 12 au 19 août<sup>7</sup>. Réserver une session spéciale à de jeunes prêtres, pas très bien vus dans leur diocèse et déjà marqués par

<sup>1</sup> Sources : programme et textes photocopiés des conférences

<sup>2</sup> d'après la lettre d'invitation photocopiée adressée aux prêtres qui accompagnent les séminaristes.

<sup>3</sup> d'après un double sans date

<sup>4</sup> Le P. Guitton se borne à des indications générales. Les sujets traités sont : l'encyclique *Rerum Novarum* ; l'action sociale du prêtre à l'école, au patronage, au collège, dans les associations d'adultes, par les bibliothèques, les cercles d'études, la presse, le Tiers-Ordre (*op. cit.* t. II. p. 104-105)

<sup>5</sup> Lettre du 19 septembre 1893. Léon Harmel redoute l'abbé Meignen

<sup>6</sup> Lettre du 16 juin 1894

<sup>7</sup> Cf. une lettre à l'abbé Perriot, sans date

leur orientation sociale et politique, ne pouvait guère calmer les esprits des opposants. C'est en vain que Léon Harmel essaie de persuader l'archevêque de Cambrai dans une lettre qu'il lui adresse le 18 août<sup>1</sup>.

Léon XIII, pourtant, continue d'approuver, tout comme Mgr Rampolla. Tous deux accueillent favorablement les idées sociales de Harmel comme celles de l'abbé Lemire. Dans une audience accordée à ce dernier, fin avril 1895, le Pape précise que l'action du jeune clergé «devrait se faire exclusivement sous la direction et le contrôle des évêques». Il déclare en même temps toute sa faveur pour Harmel<sup>2</sup>. Position ambiguë, mais sans duplicité aucune : Léon XIII veut et doit faire respecter le principe d'obéissance dans l'Eglise mais, en même temps, il est en fait, dans sa propre Eglise, le chef de la tendance du mouvement et l'adversaire des prélats rétrogrades. Cela, il ne peut pas le dire ouvertement.

Les années suivantes apportent de nouveaux succès et aggravent les conflits. En 1895, le Val est trop petit pour les deux cents participants. La réunion se tient à Saint-Quentin, dans le collège Saint-Jean prêté par le Père Dehon. En 1896, conformément au vœu émis l'année précédente, les participants se retrouvent au Val. Ce sont surtout des séminaristes, comme prévu à l'origine<sup>3</sup>. Les prêtres, de leur côté, participent au congrès ecclésiastique de Reims, voulu par l'abbé Lemire, d'accord en cela avec Léon Harmel. Léon XIII, par l'intermédiaire du cardinal Rampolla, bénit les congressistes :

« Sa Sainteté se plaît à voir que le clergé travaille à se rapprocher du peuple et il en augure les meilleures espérances pour l'avenir.»

*Réactions défavorables des catholiques conservateurs.*

Mais la fraction conservatrice du clergé et de l'opinion catholique est choquée par le côté presbytérien de l'entreprise. Elle s'étonne que de simples prêtres discutent de leur sort librement. Son animosité est accrue par le fait que le congrès est dû à l'initiative d'un prêtre si bien rallié à la République qu'il est député depuis 1893 et estime conciliables l'exercice de son ministère et son mandat de député. L'opprobre en rejallit sur ses amis, et d'abord sur le plus suspect d'entre eux à leurs yeux, Léon Harmel.

Ce n'est pas un hasard évidemment si ces initiatives en vue d'un renouveau du clergé par la base sont dues à des prêtres qui s'affirment républicains et démocrates. Leurs initiatives n'en sont que plus suspectes : ainsi, celle de l'abbé Leleu qui lance un lien permanent entre les grands séminaires de France par une correspondance polygraphiée<sup>4</sup>. Les propos des abbés démocrates Naudet et Dabry, que Mgr Turinaz rapporte dans sa brochure de 1902, jettent de l'huile sur le feu. Le premier déclare à Angers, en avril 1895 :

«Citoyens et citoyennes, je suis de l'Eglise d'aujourd'hui et de demain et non de celle d'il y a cent ans... Le Paradis, je veux le donner tout de suite, en attendant l'autre.»

Et d'ajouter :

«La formation du clergé est trop exclusivement cléricale et pas suffisamment humaine. On habitue trop le jeune homme à ne voir dans son ministère que le rôle surnaturel ou, plus exactement, le côté purement religieux.»

Un an plus tard, à propos du congrès ecclésiastique de Reims, l'abbé Dabry déclare :

« Ne pourrait-il pas y avoir le pèlerinage des prêtres qui iraient se faire baptiser hommes, qui iraient secouer les chaînes d'un système odieux où le vicaire ne pense que par le curé, le curé par l'évêque et l'évêque par le gouvernement ? Chez nous, la hiérarchie tue l'individu »<sup>5</sup>.

Propos qui semblent confirmer ce que dit Montuclard (*Conscience religieuse et démocratie*) sur les difficultés qu'éprouve l'Eglise catholique à passer d'une mentalité «hiérarchico-hiératique» à un esprit «démocratico-progressif».

<sup>1</sup> « Je suis persuadé, Monseigneur, que si j'étais admis à expliquer notre méthode devant Votre Grandeur et devant les industriels, cette méthode éprouvée par les faits (il s'agit de l'action populaire résultant de l'effort combiné du prêtre et du patron) rallierait tous les suffrages »

<sup>2</sup> d'après Mayeur, *L'abbé Lemire*, p. 177

<sup>3</sup> d'après une note manuscrite

<sup>4</sup> Lettre du 22 juin 1904. *Le Trait d'Union*, « correspondance sacerdotale mensuelle », est publié à Autun, au moins pendant la période qui va de 1902 à juillet 1914 (*B.N.*, D. 72. 769).

<sup>5</sup> Mgr Turinaz (il écrit en 1902) met également en cause la *Revue du clergé français* du 1er octobre 1901 qui estime que le célibat ecclésiastique n'est pas une absolue nécessité.

En 1896-97 se déclenche une contre-offensive dirigée par Mgr Isoard, évêque d'Annecy, et par le cardinal Richard, archevêque de Paris : Mayeur en fait le récit dans sa thèse sur l'abbé Lemire<sup>1</sup>. Ce qui est en cause, pour Mgr Isoard, c'est une conception du prêtre, celle qui s'inscrit dans la tradition de Saint François de Sales, Saint Vincent de Paul, M. Olier

«et que l'on essaierait de remplacer par le prêtre qui, pour aller aux âmes, commencerait par désertier les églises, par changer son langage, par s'appropriier les libertés d'allure du laïc.»

Le cardinal Richard, de son côté, critique la réunion de congrès hors de la voie hiérarchique. Il y voit un danger de presbytérianisme. Il demande que la présidence de congrès ecclésiastiques soit assurée par l'évêque, à Reims en particulier. Il refuse qu'on y discute de sujets qui doivent rester réservés : les études dans les séminaires, la discipline ecclésiastique, l'inamovibilité des desservants. Les deux évêques décident de s'adresser au Pape qui répond le 8 septembre 1899 dans une lettre encyclique en français : Léon XIII confirme l'excellence des méthodes traditionnelles de formation dans les séminaires de France et demande aux prêtres de faire de l'action sociale, mais en accompagnant leur zèle de «discrétion, de rectitude et de pureté»<sup>2</sup>.

Cette mise en garde, suivant de près celle qui concerne la démocratie chrétienne (8 octobre 1898) dans laquelle le Pape ne discerne de bon que l'action sociale (en dehors de toute subordination des membres de l'Eglise à une idéologie politique précise) ne calme nullement les esprits. L'encyclique *Graves de Communi* en janvier 1901 ne fait qu'accroître l'animosité des traditionalistes contre le nouveau clergé. Celle-ci éclate en 1902 dans la première brochure de Mgr Turinaz qui attaque à la fois Léon Harmel, Fonsegrive et les congrès multipliés en dehors de la hiérarchie. L'évêque de Nancy tente de condamner en bloc tous les partisans des idées nouvelles dans l'Eglise comme suspects de modernisme<sup>3</sup>. Si l'on s'en tient aux choses précises et nettement délimitées, Harmel constitue sa cible préférée :

«Voilà plus de vingt ans, écrit-il, qu'il prétend enseigner à tous la solution des questions sociales, des questions ouvrières, commenter les enseignements du Pape et de l'Evangile, se donner comme l'idéal des patrons chrétiens, se passer des évêques et des théologiens. Il s'adresse surtout aux jeunes prêtres et aux séminaristes, il leur écrit des lettres, il les réunit en Congrès au Val-des-Bois ; il est *le patriarche de la démocratie chrétienne et le bon père.*»

Après avoir attaqué au passage le congrès ecclésiastique de Bourges (1900) qui continue celui de Reims en 1896, Mgr Turinaz s'en prend à la manière dont

«depuis quelques années déjà et, avec une audace toujours croissante, des laïques et des prêtres sans mission et sans autorité s'efforcent de s'emparer de la direction des jeunes prêtres et des séminaristes; ils offrent à ces jeunes prêtres et même aux séminaristes, pendant les vacances, leurs journaux. Bien plus, des journaux lithographiés ou imprimés sont rédigés... et circulent dans les séminaires. Pendant les vacances, on réunit, même chez les laïques, des séminaristes et des jeunes prêtres; on tient des associations et des congrès, qu'on appelle cercles d'études. Si un évêque rappelle aux curés le devoir de surveillance, ils déclarent qu'on en fait des mouchards.»

Selon Mgr Turinaz lui-même, les journaux offerts au cours de ces réunions sont *L'Eglise militante* de l'abbé Dabry et *La justice sociale* de l'abbé Naudet.

Bien des choses sont exactes, matériellement, dans ces attaques. Mais il est faux, le Père Guitton l'a relevé, que Léon Harmel se soit passé des évêques et des théologiens. Il a agi avec l'approbation constante de Mgr Langénieux. Les réunions du Val des Bois n'ont jamais été condamnées par quelque autorité que ce soit. Mais, et c'est là que la confusion apparaît dans les faits, les prêtres qui participent à ces sessions sont, pour une bonne part, des «prêtres démocrates». Au congrès de 1900 encore, l'abbé Gayraud traite de «La Démocratie chrétienne» et du «prêtre citoyen». Il est dommage que le compte-rendu manuscrit, exceptionnellement conservé au Val, ait justement été expurgé de ces deux conférences... Quant à Harmel lui-même, il est évident qu'il a versé dans les excès idéologiques de la Démocratie chrétienne condamnée par le Pape. Le 30 juin 1904, il écrivait encore :

«La cause de la Démocratie est sacrée pour moi, je la confonds avec la cause de l'Eglise elle-même»<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> MAYEUR, *op. cit.*, p. 215 sq

<sup>2</sup> *Lettres apostoliques de Sa Sainteté Léon XIII*, Maison de la Bonne Presse, tome VI, p. 94-109.

<sup>3</sup> Cf. Ch. VII (Les Congrès ecclésiastiques, p. 49-58), VIII (Les séminaristes sociaux, p. 58-70), IX (Les laïques p. 70-90. Harmel a une place de choix : les pages 71 à 79 lui sont réservées!)

<sup>4</sup> Lettre à Gilissen, président de l'Union Démocratique à Verviers

Il est vrai qu'on pourrait citer d'autres textes contemporains dans lesquels il montre qu'il a compris le sens des admonestations de Léon XIII<sup>1</sup>.

Léon XIII tient à la formation sociale du clergé : c'est, pour lui, une question fondamentale. Les sessions du Val, les congrès ecclésiastiques comme ceux de Reims et de Bourges peuvent présenter à ses yeux quelques inconvénients. Il les tient néanmoins pour des initiatives irremplaçables, hors desquelles l'Eglise ne pourrait avancer et agir efficacement sur le monde. Cela ne l'empêche pas de condamner, au besoin, les excès de leurs participants, dans l'action comme dans l'idéologie. Mais il sait à quel point leur concours est irremplaçable. Sans Léon Harmel, par exemple, qui se serait occupé, en France, de l'éducation sociale du clergé ? Qui aurait tenté la réforme mondiale du Tiers-Ordre franciscain voulue par le Pape ? Léon XIII a déploré sans doute, à part lui-même, son tempérament excessif. Il a dû regretter plus encore son échec sur la réforme du Tiers-Ordre, en 1900.

*Fin des sessions du Val.*

Finalement, en 1902, Léon Harmel doit renoncer aux réunions du Val. Dans une note confidentielle de 1904, il invoque des raisons purement matérielles, mais, en 1906, dans une lettre à Mgr Tiberghien (ex-abbé Tiberghien), il déclare franchement :

«Les réunions de séminaristes, si fécondes, ont été rendues impossibles par la coalition des évêques dont Mgr de Nancy a été le porte-parole»<sup>2</sup>.

La disparition des sessions du Val constitue un nouveau succès de la tendance qui avait fait échouer la réforme du Tiers-Ordre, de ceux qui, selon les termes du Père Guitton,

«devaient paralyser tous les instruments au service de Léon XIII et par de savantes campagnes aider à la mort successive du *Monde*, du *Peuple français*, de *L'Univers*, de *la Démocratie chrétienne*»<sup>3</sup>.

Organe des catholiques qui avaient refusé le Ralliement, *La Vérité française*, flanquée de *L'Autorité*, s'était constamment tenue à la pointe de ce combat.

*Les Semaines sociales dérivent-elles des sessions du Val des Bois ?*

Léon Harmel, dès lors, n'a plus d'auditoire sur qui il puisse exercer une influence profonde. Voilà pourquoi je considère que, sauf une exception en 1914, il a joué l'essentiel de son rôle en 1902. Après cette date, ce sont d'autres qui prennent le relais, les Jésuites de *l'Action populaire* pour les contacts avec le monde ouvrier, les *Semaines sociales* pour la formation sociale de l'élite des laïques.

Aux sessions du Val, en effet, tous les participants n'étaient pas des ecclésiastiques et des séminaristes. A partir de 1895, au moins, s'y mêlent quelques jeunes laïcs, dont le moins marquant n'est pas Marc Sangnier. Il a été sensible à l'atmosphère de ces réunions d'été que l'abbé Thellier de Poncheville évoque avec une émotion romantique<sup>4</sup>.

Ce qui pose la question : existe-t-il une filiation entre les réunions du Val des Bois et les *Semaines sociales*, où se retrouve annuellement, depuis 1904, l'élite catholique sociale ecclésiastique et laïque ?

L'initiative de leur création ne doit rien à Léon Harmel. Il n'y a pas lieu de suspecter le récit traditionnel. En 1892, des «cours sociaux pratiques» sont institués en Allemagne par l'abbé Hitze et l'industriel Brandt,

<sup>1</sup> Le 12 avril 1904, il écrit à l'abbé Guidé : « Léon XIII depuis des années a répété que les doctrines démocratiques doivent rester dans le domaine social et ne pas concerner la forme du gouvernement. Il voulait que la Démocratie soit pratiquée aussi bien en Autriche et en Allemagne qu'en France. Il n'est pas nécessaire de République pour appliquer les doctrines démocratiques » (la forme incorrecte de la phrase est due à son auteur). « Voilà, je crois, ce que Pie X entend par «pas de politique» ».

<sup>2</sup> Lettre du 15 mai 1906

<sup>3</sup> GUITTON, *op cit.*, t. II, p. 133. *Le Monde*, quotidien royaliste du soir en 1860, s'oriente vers le Ralliement sous la direction de l'abbé Naudet. En juillet 1896, il doit fusionner avec *L'Univers*. Ce dernier journal s'unit en janvier 1907 à *La Vérité française*. C'en est fait désormais de son rôle. *La Démocratie chrétienne* tient jusqu'à la fin de 1908.

<sup>4</sup> Le témoignage de l'abbé Thellier de Poncheville figure in GUITTON *op. cit.*, t. II, p. 103-104. Celui de Marc Sangnier dans la *Jeune République*. Parmi les autres participants laïques : Goyau, le Docteur Lancry, Fonsegrive (d'après MAYEUR, *O. cit.*, p. 172.)

animateur du *Volksverein* avec qui Harmel est en relations épistolaires épisodiques<sup>1</sup>. Y assistent le chanoine Cetty, grand animateur des œuvres de Mulhouse et le publiciste Max Turmann, amis l'un et l'autre de Marius Gonin. En 1901, *l'Union des catholiques sociaux* est fondée, centre à la fois d'études et de propagande. Adéodat Boissard, professeur de la Faculté libre de Droit de Lille et Henri Lorin, homme d'affaires, manifestent l'idée d'organiser une session de quinze jours où les dirigeants de *l'Union* confronteraient leurs points de vue. Marius Gonin, secrétaire de *La Chronique du Sud-Est*, qui avait entendu parler de la réalisation allemande et du projet français, écrit à Boissard en 1904 pour lui suggérer une formule unissant les deux : huit jours de cours et de discussions. D'emblée, les discussions sont éliminées. La première *Semaine*, à Lyon, en 1904, se compose exclusivement de cours et de conférences (la formule du thème unique ne viendra que plus tard).

Harmel n'est pour rien dans tout cela. Et pourtant. Dans son numéro d'août-septembre 1904, *La Chronique du Sud-Est* publie le compte-rendu de la première *Semaine*. La page de couverture indique le nom des principaux collaborateurs de *La Chronique*. En tête des ecclésiastiques figure le Père Dehon; en tête des laïques, Léon Harmel (Gonin lui a d'ailleurs demandé de faire partie du comité de patronage). Ainsi les *Semaines* naissantes se placent sous l'égide de Léon Harmel. Il existe, en effet, une réelle parenté entre les sujets débattus au Val des Bois et ceux dont on discute désormais. Pour s'en convaincre on peut comparer la liste des conférences de 1900 au Val et celle de 1904 à Lyon.

La première comporte évidemment des sujets qui n'ont plus de raison d'être dans la seconde : tout ce qui concerne les séminaristes et l'action politique. Mais, au Val comme à Lyon, il est question des institutions rurales, de l'éducation populaire et des activités périscolaires, de l'action ouvrière en Alsace (dans les deux cas, c'est le chanoine Cetty qui en parle) et de l'organisation professionnelle. Simplement, à Lyon, le sujet est évoqué de manière plus globale. En 1900, les conférences formaient une juxtaposition de monographies particulières : le mouvement social en Italie, les œuvres de Mulhouse, le métayage et le fermage etc... En 1904, les sujets abordés ont un caractère plus général : les œuvres en Alsace, les institutions rurales etc... Ajoutons que Léon Harmel est un auditeur fidèle des *Semaines* et qu'il lui est arrivé d'y prendre la parole.

Certes, on ne peut pas faire dériver les *Semaines sociales* des sessions du Val. Mais on y retrouve des préoccupations voisines, un type d'enseignement comparable, des conférenciers et un auditoire qui sont, partiellement, les mêmes. En somme, sans que personne l'ait voulu, le rodage de la formule a commencé au Val.

*Par sa participation à la formation sociale du clergé, Léon Harmel prépare le succès du syndicalisme ouvrier chrétien.*

Ce qui me paraît plus important et, en un sens, décisif, c'est la participation, aux sessions du Val, d'un certain nombre de prêtres du Nord qui viennent y affiner leur sens social. Parmi eux, selon le témoignage même de Marc Sangnier : Mgr Beaupin, Mgr Tiberghien, Mgr Glorieux, les abbés Vanneufville et Thellier de Poncheville<sup>2</sup>. Or, lorsque Harmel, en grande difficulté, va rendre visite au début de septembre 1904 à ses appuis romains, il rencontre, outre le cardinal Vivès y Tuto et le chanoine Pottier, Mgr Glorieux, l'abbé Vanneufville, correspondant romain de *La Croix* pour la France et de divers journaux pour la Belgique et l'Allemagne, ainsi que son second, l'abbé Labrousse, un ancien des réunions du Val<sup>3</sup>. C'est Mgr Tiberghien qui, nommé prélat en 1896, avait fait venir à ses côtés à Rome les abbés Vanneufville et Glorieux. Ils constituent désormais un trio qui agit de manière concertée. L'abbé Barbier, peu suspect de sympathie à leur égard, l'affirme nettement :

«Le trio d'amis formé par MM. Vanneufville, Glorieux et Tiberghien, ira s'installer à Rome et y deviendra le centre de toutes les relations du parti» (sous-entendu démocrate-chrétien) «avec le Vatican, le truchement inévitable des visiteurs ou pèlerins, en même temps que MM. Glorieux et Vanneufville seront les informateurs et correspondants assidus de *L'Univers* et de *La Croix* et, par ces journaux, pétriront l'opinion catholique»<sup>4</sup>.

Lorsque Léon Harmel se rend à Rome pendant la Semaine Sainte de 1914 pour défendre les syndicats ouvriers chrétiens menacés, à son arrivée, le mercredi, il rend visite à Lorin et trouve toute une réunion de «sociaux» :

<sup>1</sup> Léon Harmel parle de Hitze comme d'un «abbé socialiste». Il s'en méfie un peu mais éprouve pour son audace une sympathie évidente

<sup>2</sup> *Jeune République*, 1er février 1929

<sup>3</sup> Pièce manuscrite polycopiée

<sup>4</sup> Abbé E. Barbier, *Histoire du catholicisme libéral et du catholicisme social en France*, t. 3, p. 67

«Mgr Pottier, M. Godefroy Kurth, de Liège; Mgr Vanneufville, Mgr Glorieux, M. Duthoit, professeur à l'Université catholique de Lille, l'abbé Roche de Lyon... Les *Semaines sociales* sont de plus en plus estimées et M.Lorin a trouvé un bon accueil partout.»

Le lendemain, il déjeune chez Mgr Tiberghien avec Lorin, Duthoit, Mgr Pottier, Mgr Vanneufville. Ils étudient ensemble les points à traiter dans sa note au sujet des syndicats ouvriers chrétiens.

«Les attaques violentes de la *Civiltà Cattolica*, dans ses articles du 21 février et du 9 mars ont, précise-t-il, motivé mon voyage sur le conseil du R.P. Jésuite, assisté du Général» (qui l'a mandé à Rome).  
Le jour de Pâques, 12 avril, Léon Harmel mentionne :

«Nous le répétons souvent ici : tant que Mgr Tiberghien sera Rome, la cause populaire chrétienne conservera un défenseur et le divin MISEREOR SUPER TURBAM aura un écho fidèle et un courageux interprète.»

Ce qui n'était sans doute pas inutile, si l'on en juge d'après la réponse du cardinal Merry del Val à Léon Harmel qui l'avait entretenu des «catholiques intégraux» et de leurs méfaits :

«Il y a de tous les côtés des erreurs. Je préfère ceux qui se déclarent catholiques tout court à ceux qui ajoutent un qualificatif, flit-ce même sociaux»<sup>1</sup>.

Faisons un bond dans le temps. En 1923, Eugène Mathon, représentant le *Consortium textile de Roubaix-Tourcoing*, décide de s'adresser à la hiérarchie. Dans une série de rapports, à partir du 17 décembre, il prend à partie le rôle du clergé dans le mouvement syndical chrétien et s'applique à dénoncer les responsables qui ont égaré celui-ci : les dirigeants du *Sillon*, ceux des *Semaines sociales* et les religieux de *l'Action Populaire*. Ils sont tenus pour responsables de l'appui apporté la C.F.T.C. qui prétendait discuter avec les patrons des salaires et des conditions de travail. L'action de la centrale syndicale chrétienne est considérée comme illégitime. Pour les patrons de Roubaix-Tourcoing, le syndicalisme ouvrier chrétien n'a pas de raison d'être. La réponse de Rome, une lettre de la Congrégation du Concile, datée du 5 juin 1929, est adressée solennellement à Mgr Liénart et rendue publique le 9 août. Au début de l'article I de cette réponse, on peut lire :

«L'Eglise reconnaît et affirme le droit des patrons et des ouvriers de constituer des Associations syndicales soit séparées, soit mixtes, et y voit un moyen efficace pour la solution de la question sociale.»

Ce n'était que la réaffirmation de la thèse de l'encyclique *Rerum Novarum*. Mais d'une manière solennelle et donnant tort définitivement aux partisans les plus acharnés des seuls syndicats mixtes, les patrons de Roubaix-Tourcoing.

Or, qui avait préparé la réponse du Saint-Siège ? En premier lieu, Mgr Vanneufville. C'est lui qui avertit immédiatement les responsables des syndicats libres, leur offrant ainsi la possibilité de préparer eux-mêmes un plan de défense.

Que le meilleur défenseur des syndicats chrétiens ait été Eugène Duthoit, président des *Semaines sociales*, ne change rien à l'affaire : Mgr Vanneufville a permis de gagner un temps précieux, il a fourni à la Congrégation du Concile tous les éléments d'information nouveaux mesure que l'affaire se développait. Il n'est pas sans intérêt non plus de songer que le second rapport de Duthoit, qui a fourni une base de travail pour élaborer la réponse définitive, a été rédigé avec la collaboration de l'abbé Thellier de Poncheville, «aumônier» des *Semaines sociales*, un ancien des sessions du Val<sup>2</sup>.

Il résulte de tout cela que Léon Harmel a contribué largement à former les prêtres qui devaient faire triompher définitivement, auprès du Pape, la cause du syndicalisme ouvrier chrétien.

<sup>1</sup> Tout ce récit est extrait également de BARBIER, t. 5. La consultation des archives du Val m'a montré l'exactitude matérielle rigoureuse des renseignements qu'il fournit.

<sup>2</sup> d'après Robert TALMY, *Le syndicalisme chrétien en France (1871-1930)*, chapitres V. VI et Annexe. De l'abbé Thellier de Poncheville. Barbier déclare : « Jeune encore, il prend part aux réunions ecclésiastiques tenues chez M. Léon Harmel au Val des Bois et se fait peu à peu promoteur de l'organisation sociale des séminaristes.»